



## CHAPITRE 135

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce

[Sanctionnée le 23 février 1956]

## CHAPTER 135

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de toutes les obligations scolaires présentes et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'une taxe d'éducation de un pour cent est actuellement prélevée sur le territoire de la municipalité scolaire du village de Saint-Joseph où se trouvent réunis les établissements commerciaux qui desservent aussi bien les résidents de la paroisse que ceux du village;

Attendu que, pour le bénéfice de l'éducation dans la municipalité scolaire de Saint-Joseph, il serait désirable d'étendre à son territoire l'imposition de la taxe actuellement en vigueur dans la municipalité du village de Saint-Joseph et de pourvoir au partage équitable des revenus en provenant entre ces deux municipalités scolaires;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans leur dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 135 (Loi concernant Les commissaires d'écoles

**W**HEREAS The school commissioners for the municipality of the parish of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of all the present school needs and it has become necessary to increase the same;

Whereas an education tax of one per cent is now levied in the territory of the school municipality of the village of Saint-Joseph where the commercial establishments which serve the residents of the parish as well as those of the village are concentrated;

That, in the interests of education in the school municipality of Saint-Joseph, it is desirable to extend to its territory the imposition of the tax now in force in the municipality of the village of Saint-Joseph and to provide for the equitable apportionment of the revenues therefrom between these two school municipalities;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in their said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 2-3 Elizabeth II, chapter 135 (An Act respecting The school com-

Préambule.

1953-54,  
c. 135,  
s. 1, re-  
placed.

1953-54,  
c. 135,  
s. 1, remp.

pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Beauce) est modifiée, en y remplaçant l'article 1, par le suivant:

Taxe  
d'éduca-  
tion au-  
torisée.

"1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Beauce, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, et pour la période qu'il leur plaira, en sus de toutes autres taxes, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses modifications), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice, pour la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles des municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce."

1953-54,  
c. 135,  
a. 5a, aj.

2. La loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 135, est modifiée, en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

Partage.

"5a. Le revenu annuel perçu par Les commissaires d'écoles du village de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par ladite commission scolaire pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, à compter du premier juillet 1956, par La commission scolaire du village de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, entre elle et La commission scolaire de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, dans la proportion de quatre-vingt-cinq pour cent (85%) pour La commission scolaire du village de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, et de quinze pour cent (15%) pour La commission scolaire de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce.

Délai.

Si la perception de cette taxe est faite par le ministre des finances de la province, en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le ministre des finances de la province et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village

missionners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce), is amended, by replacing section 1, by the following:

Education  
tax au-  
thorized.

"1. The school commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce, may, by resolution, impose and levy, from the coming into force of this act and for such period as they wish, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipalities of the village and of the parish of Saint-Joseph de Beauce."

2. The act 2-3 Elizabeth II, chapter 135, is amended, by adding thereto, after section 5, the following:

1953-54,  
c. 135,  
s. 5a,  
added.

"5a. The annual revenue collected by The school commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, from the said tax shall, after deduction of the expenses incurred by the said school board for the imposition and collection of such revenue, be divided every three months, from and after the first of July, 1956, by The school board of the village of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, between itself and The school board of the parish of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, in the proportion of eighty-five per cent (85%) for The school board of the village of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, and of fifteen per cent (15%) for The school board of the parish of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce.

Delay.

If such tax is collected by the Minister of Finance of the Province under one or more agreements made between the Minister of Finance of the Province and The school commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce,

de Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, le partage sera fait dans les trente jours des remises par le ministre des finances de la province auxdits commissaires; et, dans le cas de telle perception de la taxe par le ministre des finances de la province, les commissaires conservent contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe, leur recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que tout autre taxe personnelle ou mobilière due aux commissaires."

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entrera en vigueur missaires."

county of Beauce, the apportionment shall be made within thirty days of the remittances by the Minister of Finance of the Province to the said commissioners; and if such tax is collected by the Minister of Finance of the Province, the commissioners shall retain against any purchaser who has refused or neglected to pay the tax, their recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax due to the commissioners."

**3.** This act shall come into force on <sup>Coming</sup>  
due to the commissioners." <sub>into force.</sub>